

En bref

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 990

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Le politique au féminin

Puisqu'il s'agit ici de ma première intervention dans ces colonnes, qu'on me permette quelques considérations préliminaires. L'invitée de DP, m'a-t-on dit, s'exprime en toute liberté sur le sujet de son choix. Pas nécessairement, donc, sur sa «spécialité» — la mienne étant la cause des femmes. Redoutable défi pour la néophyte, vaguement angoissée à l'idée d'être tombée, par faiblesse narcissique, dans un des travers médiatiques de l'époque: travers qui consiste à accepter d'émettre des opinions sur les problèmes les plus divers alors même que celle ou celui qui parle ne tire son propre droit à la parole que d'une compétence sectorielle, hors du champ de laquelle elle ou il n'a pas plus de légitimité — voire a moins de légitimité — que les destinataires de ses propos.

Cependant, la nature de ma «spécialité» m'offre une justification providentielle. La cause des femmes — beaucoup l'ont désormais compris, en particulier, je n'en doute pas, parmi les lectrices/lecteurs de DP — n'est pas celle de la morne et muette adéquation du deuxième sexe à l'ordre établi par le premier: elle implique qu'on interroge et ré-interroge les structures existantes — mentales, culturelles, sociales, politiques — pour tenter de comprendre en quoi l'irruption du féminin peut les modifier et pourquoi, en revanche, le féminin résiste bien souvent si mal à leur pouvoir de normalisation.

Le et la politique

Telle est donc la démarche que je vais essayer de mettre en œuvre dans cette première contribution, quitte à m'affranchir, dans les suivantes, de tant de précautions. En choisissant, comme terrain d'exercice, un constat qui me navre depuis que j'ai quitté mon Italie natale pour venir m'établir sur les bords du Léman, et qui se répète régulièrement en période péri-électorale,

comme récemment dans le canton de Vaud: celui du mauvais rapport des Suisses, et en particulier des Suisses romands, au politique.

Je dis bien: *au* politique et non pas *à la* politique, tant il est vrai que *la* politique, au sens de la sage gestion des affaires de la cité, préoccupe ici, malgré le fort abstentionnisme, suffisamment de monde pour faire tourner la machine à plein régime. Le politique, en revanche, semble n'intéresser presque personne: il souffre d'une parenté rédhitoire avec cette chose scandaleuse et innommable entre toutes dans nos contrées qu'est la pensée théorique. Le féminisme, qui veut changer le monde par la force des idées, et pas seulement mieux partager entre les sexes le gâteau rance du pouvoir, relève, lui, indubitablement du politique; c'est pourquoi l'on pouvait espérer que l'entrée des femmes suisses en politique — promue, justement, par le féminisme — contribuerait à ranimer le goût des vrais projets et de la réflexion de fond dans les partis et dans les parlements, voire dans les exécutifs. C'est ce qui s'est passé ici ou là grâce à quelques politiciennes hors classe. Force est d'admettre toutefois que

ce versant-là de la différence sexuelle en politique n'est presque jamais évoqué dans les milieux — en particulier les associations féminines — où l'on se soucie d'une meilleure représentation des femmes en politique. Au contraire, si on y évoque une certaine spécificité féminine dans la prise en charge de la chose publique c'est, comme par hasard, pour mettre en valeur des qualités qui rendraient les femmes encore plus conformes que les hommes à l'esprit du système: par exemple, le pragmatisme.

C'est ce que j'ai pu vérifier il y a peu dans un groupe de femmes qui s'interrogeaient sur le meilleur moyen de motiver des candidates, et où l'on ne s'offusquait nullement, bien au contraire, de l'incapacité de beaucoup d'entre elles à se situer clairement sur l'échiquier idéologique.

Est-ce à dire que *le* politique, quel que soit le mouvement d'idées qui le véhicule, n'a pratiquement aucune chance de s'affirmer face à l'apolitisme foncier de notre culture? Une des innombrables questions que le féminisme pose à la société tout entière sur son identité.

Silvia Ricci Lempen

L'invitée de DP s'exprime librement dans cette tribune. Silvia Ricci Lempen est rédactrice en chef de *Femmes suisses*. Titre et sous-titre sont de la rédaction.

EN BREF

Dans un article mettant en évidence que la Suisse est le seul pays sans parlement professionnel, l'hebdomadaire économique *Cash* note que notre parlement de milice coûte cette année 35,5 millions de francs, c'est-à-dire 20 millions de moins que l'Ecole de gymnastique et de sport de Macolin.

Dans huit communes du canton de Schwytz, les noms des contribuables en retard pour le paiement de leurs impôts sont affichés au pilier public avec l'indication du montant dû. Des mœurs semblables existent aussi dans la petite ville lucernoise de Sursee.

La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique dispose d'une administration assez importante puisque son budget annuel se monte à cinq millions de francs. Le secrétariat général à Berne produit des documents dont l'importance n'est pas négligeable pour la politique scolaire des cantons.

Une nouvelle association scolaire cherche à diffuser l'idée de l'enseignement fondé sur la bible. Deux écoles de cette tendance existent depuis 1987 à Meilen et à Rütli dans le canton de Zurich. Elles ont à peu près 50 élèves. Sur une base comparable, une école existe à Berne. Dans la région bâloise, une création est en cours.